



Syndicat national Force Ouvrière  
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

**Membre de la fédération FNEC FP-FO**

6/8 rue Gaston Lauriau 93513 MONTREUIL Cedex - Tél. : 01 56 93 22 88 - [foesr@foesr.fr](mailto:foesr@foesr.fr) - [www.foesr.fr](http://www.foesr.fr)

## FO ESR quitte le CSA ministériel du 21 octobre 2025

*Voici la déclaration faite par FO ESR en début de CSA :*

Ce CSA du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche se tient alors que toutes les revendications des salariés sont foulées au pied par le pouvoir macroniste.

La « suspension » de la réforme des retraites, qui n'est en réalité qu'un décalage, est un subterfuge, qui ne répond en rien à la revendication d'abrogation de cette réforme, portée par des millions de salariés en 2023.

Quant aux autres revendications, elles sont tout autant ignorées, comme le montrent les attaques renouvelées contre les droits des salariés et contre notre système social : maintien du jour de carence, maintien de la baisse de 10 % des indemnités pour arrêts maladie (avec même une perception rétroactive des 10 % qui va mettre nombre de salariés malades dans les plus grandes difficultés), maintien du gel du point d'indice pour la 3<sup>e</sup> année consécutive. Comme si ceci ne suffisait pas, s'ajoutent d'autres mesures pour 2026 : année blanche pour les prestations sociales, fin de l'abattement de 10% pour les retraités, hausses des franchises médicales, hausses des forfaits pour transports médicaux, désindexation des pensions, ponctions inadmissibles sur les salariés atteints d'affections de longue durée, baisse des APL pour tous et même suppression pour les étudiants étrangers, restriction massive de l'accès à l'aide médicale d'État et enfin, pour faire bonne mesure, des suppressions de postes de fonctionnaires en masse (plus de 3000 sont programmées). Le code des pensions civiles et militaires lui-même est dans le viseur de l'austérité.

Tout ceci, au nom de ce que l'on peut sans conteste appeler l'austérité de guerre, avec deux facettes : une augmentation incessante des budgets pour l'armée, une exonération croissante des plus riches, avec plus de 211 milliards d'euros par an d'exonérations fiscales et sociales et des versements de dividendes qui ont battu un nouveau record historique en 2024, à plus de 100 milliards d'euros ! Et il reviendrait aux salariés de payer la facture !

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, la politique n'est certainement pas celle d'une rupture avec les années précédentes. La volonté d'imposer une idéologie d'État et de faire taire les voix dissonantes est toujours là, en particulier avec les charges policières réitérées contre les étudiants et la loi liberticide dite de « lutte contre l'antisémitisme ». La volonté de poursuivre la casse du service public est également toujours là, en promouvant l'enseignement supérieur privé, comme entend le faire le projet de loi de « régulation et modernisation », en imposant une contractualisation généralisée aux universités, en expulsant des UMR du CNRS, en fusionnant des opérateurs (comme par exemple l'IPEV et l'IFREMER), en planifiant la disparition des CROUS dans un « réseau » national. De même sont toujours en place toutes les mesures visant à interdire aux détenteurs de diplômes nationaux de poursuivre leurs études, notamment avec Parcoursup et Mon Master, encore amplifiées aujourd'hui avec la réforme de la formation des enseignants, qui entraîne la disparition de nombre de formations de masters ainsi que de sites INSPÉ et constitue une fabrique à contractuels.

FO ESR, avec sa fédération, la FNEC FP-FO et sa confédération, la CGT-FO, est résolu à faire barrage à toutes ces mesures. Les mobilisations du 10 septembre avec le mouvement « bloquons tout », des 18 et 2 octobre à l'appel d'un très large front intersyndical ont montré que l'immense majorité de la population s'y opposait également.

Dans ces conditions, nous ne souhaitons pas participer au fonctionnement d'instances placées sous la tutelle d'un gouvernement qui non seulement refuse d'entendre toutes les revendications mais prétend continuer à mettre en œuvre des mesures de régression sociale et démocratique d'une ampleur inédite. FO ESR ne participera donc pas à ce CSA ministériel.